

# Les élections législatives grecques devraient avaliser l'atomisation du paysage politique

Corinne Deloy  
(avec Stellina Galitopoulou)

J-7  
7 jours avant  
le scrutin

C'est un pays malade qui va se rendre aux urnes le 6 mai prochain pour renouveler les 300 membres du Parlement. La Grèce traverse en effet une grave crise économique qui a ébranlé toutes ses structures et notamment ses institutions politiques.

« Les grands objectifs de ce gouvernement ont été atteints. Nous avons évité le risque imminent de la faillite et créé les meilleures conditions pour la poursuite de cet effort. Le nouveau gouvernement doit poursuivre sur cette voie pour la reconstruction de l'économie » a déclaré le Premier ministre sortant Loukas Papademos le 11 avril dernier en annonçant à la télévision la tenue des prochaines élections législatives, anticipées de 17 mois.

« Les choix que nous allons faire ne vont pas seulement définir quel gouvernement nous aurons au lendemain des élections. Ils vont définir l'avenir du pays pour les prochaines décennies. Le pays doit choisir la voie qui lui assure sa position au sein de l'Union européenne et la zone euro, la voie de l'assainissement de l'économie du pays et des réformes structurelles » a ajouté le chef du gouvernement.

32 partis sont en lice pour les élections législatives du 6 mai prochain, soit +9 par rapport au précédent scrutin du 4 octobre 2009.

## LA CRISE ÉCONOMIQUE

La Grèce a été contrainte de faire appel en mai 2010 à l'aide du Fonds monétaire international (FMI) et de l'Union européenne. Le pays a reçu 110 milliards € des deux institutions et a dû mettre en place de nombreuses mesures d'austérité destinées à réaliser 30 milliards € d'économies en 2012 (privatisation de plusieurs entreprises publiques, baisse des salaires de la fonction publique et des pensions de retraites de 10%, augmentation des impôts, réduction du nombre des fonctionnaires, etc.). La faiblesse de la croissance, la lenteur de la mise en place des réformes structurelles et de la baisse du déficit budgétaire ont cependant obligé Athènes à accepter un deuxième plan d'aide de 130 milliards € voté par l'Union européenne les 26 et 27 octobre 2011 imposant au pays une tutelle économique et une cure d'austérité renforcées qui ont été mises en œuvre en février 2012. L'enjeu principal de l'aide à la Grèce est de ramener le taux d'endettement du pays, qui représente 160% du PIB, à 120,5% en 2020, jugé soutenable à long terme de façon à permettre au pays de revenir sur les marchés à moyen terme.

Le 25 avril dernier, Athènes a achevé la restructuration de

sa dette souveraine détenue par des créanciers privés (celle détenue par les banques et les fonds d'investissement).

## LA CRISE POLITIQUE

Le 9 novembre 2011, le Premier ministre George Papandréou (Mouvement socialiste panhellénique, PASOK) a été contraint à la démission après avoir indiqué qu'il souhaitait organiser un référendum sur le plan de sauvetage de la Grèce voté en octobre par l'Union européenne. L'annonce avait provoqué stupeur et indignation en Grèce et dans toute l'Europe. Le 11 novembre, il a été remplacé par Lukas Papademos, ancien vice-président de la Banque centrale européenne et ancien président de la Banque centrale grecque, qui a alors formé un gouvernement d'union nationale résultant d'un accord entre 3 partis politiques : le PASOK, Nouvelle démocratie (ND) et le parti d'extrême droite, l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS). Lukas Papademos, expert reconnu qui rassure les créanciers et les partenaires de la Grèce de la zone euro, veut parvenir à sauver le pays de la faillite et éviter sa sortie de l'euro en achevant l'opération d'effacement d'une partie de la dette du pays et en assurant la mise en place du 2e plan de sauvetage de la zone euro.

La classe politique grecque est actuellement discréditée. Plusieurs hommes politiques, y compris le président de la République Karolos Papoulias, ont essuyé huées et jets de projectiles lors de leurs dernières apparitions publiques. Ce rejet concerne principalement les 2 « grands » partis (ND et PASOK) qui, aux yeux des Grecs, portent la responsabilité de la crise économique et la responsabilité d'avoir accepté le plan d'austérité. Ces 2 partis recueillent leur plus faible taux d'approbation depuis 1974, année du retour du pays à la démocratie, dans les enquêtes d'opinion : pas plus de 35% à eux deux alors qu'ils avaient obtenu ensemble 77,4% des suffrages lors des élections du 4 octobre 2009, 79,9% lors de celles du 16 septembre 2007 et 86% lors du scrutin du 7 mars 2004.

« Par rapport à 2009, les deux principaux partis ont perdu environ 35% de leur électorat : 25% pour le PASOK et 10% pour la ND au profit de petits partis de gauche et de droite » a déclaré Thomas Gerakis, directeur de l'institut d'opinion Marc.

## LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Les élections législatives du 6 mai devraient avaliser l'éclatement du paysage politique. Les 2 principaux partis sont accusés d'avoir mal géré l'Etat et ont perdu une grande partie de leur crédibilité. La population a souvent l'impression que si l'on diminue les salaires ou les pensions de retraite et si de nombreuses réformes sont mises en œuvre, les élites politiques et économiques conservent leurs privilèges.

Guy Verhofstadt, président du groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE) au Parlement européen, a reproché à la Vouli (parlement grec) d'avoir accordé une avance de 29 millions € aux partis politiques pour le scrutin législatif du 6 mai. « Pourquoi devrions-nous poursuivre le 2e plan de sauvetage grec si les deux grands partis ne montrent aucun signe de volonté de changer le système ? » a-t-il interrogé. Notons que les 2 principaux partis ont tenté de faire voter par le parlement l'effacement d'une partie de leur dette aux banques privées et la réduction des taux d'intérêt sur la dette restante (de 8% à 4%). Projet qu'ils ont dû abandonner à la suite des réactions de la société civile et des médias. Le 10 avril, le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a souligné que « le coût de la politique grecque est un scandale. Le financement de partis politiques fait partie des plus élevés d'Europe ». En 2011, ceux-ci ont reçu 54 millions € : 27,8 pour le PASOK

17 pour la ND, 5,2 pour le Parti communiste (KKE), 4,4 pour l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS), 3,9 pour la Coalition de la gauche radicale (SYRIZA) et 1,8 pour les Verts.

La participation aux élections législatives du 6 mai prochain sera la première indication importante sur l'état d'esprit des Grecs, très affectés par 4 années consécutives de récession et la forte dégradation de leur niveau de vie.

Le leader de ND, Antonis Samaras, rejette la responsabilité des problèmes actuels du pays sur son rival socialiste. « Nous n'avons pas fait certaines choses que nous aurions dû faire mais le PASOK a fait des choses qu'il n'aurait pas dû faire » a-t-il déclaré. « Nous avons bien privatisé Olympic Airways (compagnie aérienne nationale) mais nous n'avons pas assez privatisé » a-t-il juste reconnu. Dorénavant, il envisage une privatisation (ou une externalisation) des services fiscaux. « Si nécessaire, nous ferons appel à des sociétés privées d'audit pour nous aider à collecter les impôts » a indiqué Antonis Samaras qui, par ailleurs, plaide pour un impôt unique de 15% sur les entreprises (celui-ci est actuellement de 23%). Il souhaite faire passer le taux de l'impôt sur le revenu, de 45% actuellement à 32% et baisser celui de la TVA de 23% à 19% pour stimuler la consommation et le marché de l'emploi.

Le principal parti de droite tente de surfer sur le mécontentement des Grecs mais pourrait pâtir de son soutien au plan de sauvetage et surtout à la cure d'austérité imposée au pays. « Nous demandons seulement une modification de certaines politiques pour favoriser la croissance et pour arrêter le cycle de récession » a déclaré Antonis Samaras qui tente de jouer la carte irlandaise : le leader de l'opposition Enda Kenny (Fine Gael, FG) avait remporté les élections législatives du 25 février 2011 dans son pays en faisant campagne sur une renégociation de la restructuration de la dette des banques irlandaises et des conditions fixées par les bailleurs de Dublin.

Antonis Samaras a mis en avant cinq objectifs pour ces élections législatives. Le premier est de « mettre fin au climat de désespoir et de misère » qui prévaut dans la société grecque ; le deuxième, d'indiquer clairement la façon dont la Grèce retrouvera la croissance ; le troisième, d'affirmer les différences existant entre la Nouvelle démocratie et les autres partis politiques. Quatrièmement, le leader de la droite veut persuader les Grecs qu'il a les moyens de sortir le pays de

la grave crise qu'il traverse et les convaincre qu'il a besoin d'une forte majorité pour le faire. Enfin, il affirme qu'il dit (et dira) toute la vérité au peuple grec. La Nouvelle démocratie a régulièrement mis en avant son désir de gouverner seule, ce qui, à une semaine du scrutin, semble impossible. Enfin, le parti a renouvelé ses listes de candidats : la moitié d'entre eux seront des primo-candidats.

L'Alliance démocratique (DS), fondée par l'ancienne ministre des Affaires étrangères (2006-2009) et ancienne maire d'Athènes (2003-2006), Dora Bakoyannis, et le Parti des Grecs indépendants (AE), créé le 24 février dernier par l'ancien ministre de la Politique maritime et insulaire, Panos Kammenos (ce dernier et Dora Bakoyannis sont tous deux d'anciens membres de ND) pourraient prendre des voix au principal parti de droite. Panos Kammenos a déclaré « Nous préférons la mort à une collaboration avec le PASOK ou la ND dans un gouvernement de coalition ».

Mais la menace principale vient surtout de l'Alarme orthodoxe populaire (LAOS), parti d'extrême droite fondé et dirigé par le journaliste Georgios Karatzaferis (ancien membre de ND), qui a approuvé le 1er plan de sauvetage de mai 2010 mais s'est opposé au 2e d'octobre 2011. Le contexte actuel de montée de la question migratoire dans le débat politique favorise en effet le parti d'extrême droite.

L'une des dernières décisions prise par la Vouli, chambre unique du Parlement, le 10 avril dernier, a été l'adoption d'un amendement prévoyant la création près d'Athènes d'un centre d'accueil fermé pour sans-papiers, le premier des 30 annoncés par le ministre de la Protection du citoyen, Michalis Chrysohoïdes (PASOK). Ce dernier a qualifié la question des sans-papiers de « bombe pour la société et la sécurité du pays ».

En effet, les derniers sondages montrent que le mouvement néo-nazi Chryssi Avghi (CA, Aube dorée) dirigé par Nikolaos Michaloliakos pourrait dépasser le seuil de 3% des suffrages exprimés obligatoire pour être représenté au Parlement. Le mouvement, antisémite et xénophobe, fondé au début des années 1980 par des sympathisants des leaders de la dictature militaire qui ont gouverné la Grèce entre 1967 et 1974, a formé des milices qui opèrent dans les quartiers défavorisés d'Athènes et ont été plusieurs fois accusées d'attaques sur les immigrés ou des « Grecs d'apparence étrangère ». Nikolaos Michaloliakos a été élu au conseil municipal d'Athènes lors des dernières élections locales des 7

et 14 novembre 2010 avec 5,3% des suffrages. Le parti, qui a recueilli 0,29% des suffrages aux dernières élections législatives du 4 octobre 2009, privilégie la communication directe avec les citoyens auxquels ils offrent par exemple une véritable protection contre les agressions, allant jusqu'à proposer d'assurer les services sociaux que, selon eux, l'Etat n'a plus les moyens de prendre en charge.

« La société grecque est un laboratoire de l'évolution de l'extrême droite. Nous traversons une crise financière sans précédent, la société est fragmentée et sans une société civile forte et où la corruption est présente à tous les niveaux de l'administration » affirme Nicos Demertzis, politologue de l'université d'Athènes, « Le parlement ne peut pas devenir le lieu des nostalgiques du fascisme et du nazisme » a déclaré le leader du PASOK, ancien ministre des Finances, Evangelos Venizelos. « Nous ne voulons pas voir le salut néo-nazi dans le parlement, nous ne voulons pas voir ceux qui croient à la violence être récompensés. Nous appelons toutes les forces politiques du pays à condamner ces actes violents, à résister et créer un front pour la protection des institutions démocratiques. La tolérance contribue à couvrir l'œuf du serpent » a souligné la porte-parole du parti, Fofi Gennimata.

A gauche, le nouveau leader du PASOK, Evangelos Venizelos, souhaite tourner la page de la crise au plus vite et repositionner son parti au centre de l'échiquier politique. Pour cela, il aura toutefois besoin de temps et devra parvenir à renouveler l'exécutif de son parti. Si le PASOK devrait être le grand perdant le 6 mai, il pourrait cependant être indispensable pour former le prochain gouvernement.

« Les socialistes sont mal, mais ne vont pas disparaître du jour au lendemain, tout simplement parce qu'il n'y a pas d'alternative sérieuse » analyse Elias Nikolakopoulos, historien.

### QUEL GOUVERNEMENT APRÈS LE 6 MAI ?

Une chose est sûre : la composition du prochain gouvernement sera difficile. La question est la suivante : la Grèce aura-t-elle un gouvernement d'union nationale rassemblant la ND et le PASOK ou bien la prochaine coalition gouvernementale regroupera-t-elle plusieurs partis politiques, c'est-à-dire plusieurs « petits » partis autour d'un « grand », plus probablement de droite que de gauche ?

Les « petits » partis de gauche – le Parti communiste (KKE) dirigé par Aleka Pappariga, la Coalition de la gauche radi-

cale (SYRIZA) d'Alexis Tsipras et la Gauche démocratique (DIMAR) dirigée par Fotis-Fanourios Kouvelis – ont posé des conditions – difficilement acceptables pour les socialistes – pour une alliance gouvernementale avec le PASOK.

La possibilité que le scrutin législatif ne permette pas de dégager un véritable vainqueur et que la crise politique se prolonge, voire se renforce, est la grande crainte des analystes politiques mais aussi des dirigeants internationaux et des marchés financiers. Un exécutif fort est en effet la condition indispensable pour appliquer le plan de sauvetage et permettre au pays de retrouver l'équilibre budgétaire et la paix sociale.

La majorité des Grecs (59%) déclarent souhaiter que le prochain gouvernement rassemble la gauche et la droite dans une enquête d'opinion réalisée par l'institut KAPA Research le 20 avril pour le journal Ta Nea. En outre, les trois quarts des personnes interrogées (77%) disent que leurs prochains gouvernements mettent tout en œuvre pour que la Grèce reste dans la zone euro (13% souhaitent le retour à la drachme). Les tableaux ci-dessous présentent les intentions de vote enregistrées par les trois dernières enquêtes d'opinion réalisées par les instituts KAPA, RASS et Marc. La colonne de droite présente les résultats obtenus par les parties aux élections législatives du 4 octobre 2007.

#### Si les élections législatives avaient lieu ce dimanche, pour quel parti politique voteriez-vous ?

Partis politiques	KAPA Research	RASS	Marc	Résultats 2009
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	19,1	17,1	17,8	43,92
Nouvelle démocratie (ND)	25,5	24,1	21,9	33,48
Parti communiste (KKE)	10,6	8,7	9,2	7,54
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA),	9,1	10,3	11	4,60
Alarme orthodoxe populaire (LAOS)	4	3,4	4,2	5,63
Parti des Grecs indépendants (AE)	7,7	9,4	10,4	
Gauche démocratique (DIMAR)	5,4	8,4	8,8	
Aube dorée (CA)	5,2	4,3	5,2	0,29

#### Quel serait selon vous le meilleur Premier ministre ?

Partis politiques	KAPA Research	RASS	Marc
Antonis Samaras (ND)	25,8	29,2	15,5
Evangelos Venizélos (PASOK)	26,7	28,6	15,1

#### Etes-vous favorable à la formation d'un gouvernement de coalition à l'issue des élections législatives du 6 mai prochain ?

Partis politiques	KAPA Research	RASS	Marc
Oui	59	40,2	46,4
Non	41	59,8	53,6

Source : Kathimerini, 20 avril 2012

« Les derniers mois ont prouvé que face aux graves problèmes et aux énormes risques, nous pouvions travailler ensemble et surmonter nos différences » a déclaré le 11 avril dernier le Premier ministre sortant Lukas Papademos, ajoutant: « je suis certain que la société va investir dans la création et non pas dans la déconstruction. Il faut profiter des sacrifices qu'on a faits ces dernières années et ne pas détruire l'année prochaine ce qu'on a réussi l'année précédente ».

A l'heure où 10 partis politiques pourraient être représentés à la Vouli, soit le double du chiffre actuel, l'atomisation de la scène politique d'un pays structuré par le bipartisme depuis son retour à la démocratie en 1974, est la seule certitude que l'on peut avoir sur le scrutin. « Rien ne pourra me surprendre dans ces élections législatives » a souligné Takis Michas, journaliste politique au quotidien Eleftherotypia.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
**[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)**

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.